SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 1848.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi qui ouvre au Département des Travaux Publics un crédit complémentaire de 163,652 fr. 53 c.

(Voir les N°s 66 et 94 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Un crédit complémentaire de 163,652 fr. 53 c. vous est demandé pour le département des Travaux publics. Ce crédit est destiné à compléter celui de 536,410 fr. 25 c., qui lui a été alloué par la loi du 15 mai 1847, pour servir à acquitter une partie des dépenses arriérées de l'exercice 1846 et des années antérieures.

Il est destiné aussi à liquider les créances restant à solder, et qui, d'après le crédit primitif (651,269 fr. 50 c.), ne devraient s'élever qu'à la somme de 114,859 fr. 25 c. (Voir document parlementaire n° 524 de la session 1846-47).

Mais de nouvelles créances, reconnues liquides depuis la formation du crédit primitif, ont nécessité une augmentation de 48,793 fr. 28 c., qui, joints aux 114,859 fr. 25 c., forme la somme de 163,652 fr. 53 c.

Votre Commission, chargée de vous faire un rapport sur ce projet de loi, a examiné avec attention les différentes créances qui restent à liquider et dont voici la division :

1° Canal de Mons à Condé.	fr.	3,051 60
2° Service de la Dendre.		846 56
3° Études de projets relatifs à la Meuse et aux canaux de la Campine.		17,283 85
Ces dépenses ayant paru suffisamment justifiées, votre Commission vous en propose l'adoption ;		
4° Bâtiments civils.		879 28
Adopté.		
5° Personnel du chemin de fer.		1,917 50
Adopté.		
6° Travaux et fournitures du chemin de fer.		120,859 95

Votre Commission vous propose l'adoption des divers crédits composant cette somme, tout en exprimant le regret qu'elle éprouve de voir que l'Administration des chemins de fer ne sache pas mieux calculer les sommes

dont elle a besoin et les porter aux budgets, ce qui dispenserait de toutes ces demandes de crédits supplémentaires et complémentaires, si regrettables et si peu en rapport avec une bonne comptabilité.

7^o Études des Projets des chemins de fer de Bruxelles à Alost et de Manage à Wavre. fr. 18,813 81

Le Budget ne contenant pas d'article pour les études de chemins de fer, cette dépense se trouve réellement imprévue, et votre Commission vous propose de l'admettre.

Le Duc D'URSEL.

Le Baron DAMINET.

DINDAL.

Le Comte D'ARSCHOT, Rapporteur.